

**[RAPPORT DU COMITÉ D'ENQUÊTE SUR
L'ASSASSINAT DE YAYA DILLO (CEAYD) LORS
DES ÉVÉNEMENTS DU 27 AU 28 FÉVRIER
2024]**

À travers ce rapport, le Comité d'enquête sur l'assassinat de Yaya Dillo (CEAYD), présentent les résultats préliminaires de l'enquête sur l'assassinat et les derniers moments de vie de Yaya Dillo, soit les dernières heures précédant son assassinat.

SOMMAIRE

Sommaire	1
Introduction	2
Méthodologie	2
Planification de l'élimination de Yaya Dillo	3
Avant son décès	3
Déroulement des événements du 28 février 2024	5
Les présumés auteurs du crime	8
Les principaux commanditaires	8
Les auteurs militaires	8
Les auteurs non militaires	8
Après son décès	9
PERSONNES DÉPORTÉES A KOROTORO	10
Qui sont ces 25 prisonniers ?	10
La liste complète des détenus	11
Condition de détention des détenus	12
Des prisonniers privés des soins élémentaires et de tout contact avec leurs familles.	12
Des cas critiques signalés parmi les détenus	12
Le cas Abakar TORABI	13
Atteinte à la dignité humaine en plus de la violation des droits des détenus politiques du PSF	13
Persécution des familles des détenues par le régime.	13
Recommandations	14
Conclusion	15
Annexes	16

INTRODUCTION

Le 28 février 2024, l'opinion tchadienne a appris la mort soudaine de l'opposant tchadien et Président du Parti Socialiste sans Frontière (PSF) Yaya Dillo Djerou Betchi, lors d'un raid des forces d'élites du régime contre le siège de son parti, situé en plein cœur de la capitale tchadienne. En plus de la mort du Président Yaya Dillo Djerou tué au siège de son parti, deux de proches parents du Secrétaire adjoint aux finances du PSF ont aussi trouvé la mort devant le siège de l'ANSE, il s'agit de Abdraman Issacka et Chérif Kingui Abnounou, deux jeunes dynamiques et courageux que nous saluons leur mémoire. À cela s'ajoute le cas des 15 blessés, dont certains grièvement, en soin dans les structures sanitaires locales et à l'étrangers et 26 prisonniers déportés en dehors de tout cadre légal à la prison de haute sécurité de korotoro, situé dans le désert à près de 600 Km de la capitale Ndjamena.

METHODOLOGIE

Pour mener ses investigations, le **Comité d'enquête sur l'assassinat de Yaya Dillo (CEAYD)** a rencontré plusieurs personnes impliquées dans les événements du 27 au 28 février 2024. Parmi ses sources, le Comité a échangé avec plusieurs militaires (de simple soldats aux officiers généraux) de divers corps (**DGSSIE, FIR/DAR, ANSE, DGPN, GMIP, DGSAT/PSI...**) qui ont assistés pour certains aux événements et conduit les opérations pour d'autres. Le Comité a reçu plusieurs témoignages de proches de YAYA Dillo, envers qui, le défunt s'est rapproché quelques jours avant son décès, à la suite de menace de mort proféré à son encontre par quatre (4) hautes personnalités de l'Etat.

Le Comité a aussi réceptionné plusieurs dépositions des responsables militaires accusés par les familles de victimes d'être co-auteurs impliqués dans ces événements. Le Comité a pu s'entretenir indirectement avec quelques-uns des prisonniers détenus à Korotoro, particulièrement ceux qui étaient les derniers à être présents aux côtés de Yaya Dillo juste avant son assassinat.

PLANIFICATION DE L'ÉLIMINATION DE YAYA

DILLO

La planification de l'élimination de Yaya Dillo avant la présidentielle du 06 mai 2024 a constitué une procédure laborieuse et minutieusement préparée des mois durant. Ce projet macabre a commencé quand la junte au pouvoir s'est rendu compte que les multiples procédures judiciaires à l'encontre de Yaya Dillo et du parti PSF ne sont pas de nature à barrer la route de sa candidature à la présidentielle.

AVANT SON DECES

Quelques semaines avant son décès, par l'intermédiaire d'un émissaire, Yaya Dillo accompagné d'un de ses proches a reçu une invitation à un échange privé avec le Président de Transition et trois de ses proches collaborateurs. Yaya a pendant longtemps refusé de rencontrer les autorités de la transition en l'absence des mesures concrètes de décrispation de l'espace politique et d'ouverture démocratique du pays. Face à l'insistance des émissaires et du président de la Transition, il accepta de le rencontrer de manière informelle. Ainsi, lors de cette rencontre hors caméra, les échanges n'ont pas porté sur la marche de la nation comme il le souhaite, mais il trouve le Président assisté de trois de ses collaborateurs.

Parmi les présents, le directeur de l'ANSE Ismail LONY demande d'entrée du jeu, d'un ton ferme à Yaya Dillo de décliner ses attentes pour rejoindre le gouvernement et les différentes institutions au profit de ses partisans, et réitère sans tergiverser que tous les postes sont ouverts hors Présidence de la république qui constitue une ligne rouge. Yaya Dillo affirma que si l'objectif de son invitation est de négocier des faveurs, il ne pourra pas continuer les échanges et serait obligé de demander la route. LONY rétorque sous le regard bienveillant du président de Transition en personne et du commandant de la FIR aussi présent, qu'ils sont disposés à partir d'aujourd'hui d'assumer la confiscation du pouvoir par tous les moyens, et l'intolérance des voix discordantes à l'intérieur du pays. Dillo demande à Mahamat KAKA s'il s'est associé à une telle entreprise mafieuse, chose que répond affirmativement le président de Transition.

Alors, Yaya pris acte de ces menaces, se leva et déclara avant de quitter la séance, n'est pas pouvoir continuer les échanges face à des menaces clairement assumées au plus haut sommet de l'État. Cette scène a été racontée par Yaya Dillo à certains de ses proches quelques jours

avant son assassinat. Depuis ce jour, Yaya a limité drastiquement ses déplacements en ville et pris des mesures pour renforcer sa sécurité tout en demandant à ses proches militants de contrôler leurs mouvements.

Aussi, la tentative de la mise en scène du saccage au niveau du bureau de SAMIR ADAM, Président de la cour suprême est une suite logique de ce plan d'élimination dont le cerveau est constitué du « Quatuor » : Le Président de Transition Mahamat KAKA, le Directeur de l'ANSE Ismaël LONY, le Directeur de cabinet Idriss Youssouf Boy et le Commandant de la FIR et aide de camp OUSMAN DICKI.

Autre fait remarquable, Idriss Youssouf Boy dit Macambo décida de mettre fin à un litige foncier qui l'oppose à Yaya Dillo soit deux jours avant l'exécution de leur plan d'élimination. Pourtant, un accord de règlement de ce litige foncier connu de l'opinion pour ses multiples rebondissements a été entériné quelques mois plutôt grâce à la médiation des notables et leaders communautaires.

Ce règlement pacifique prévoit le versement par Idriss Youssouf de 100 millions de FCFA à Yaya Dillo représentant la valeur du terrain litigieux considéré comme appartenant à Yaya, sommes ramenée toutefois à 70 millions par la médiation.

Toutes les parties prenantes ont signées le procès-verbal de règlement avant que Idriss Youssouf revienne à sa décision de manière unilatérale quelques jours après. Il ne se disposera à régler ses engagements qu'à la veille de l'assassinat de Yaya Dillo.

Le CEAYD est convaincu que ce cycle de blocage et de décantation de ce litige entretenu par Idriss Youssouf n'est pas fortuit. Il faut mentionner que Yaya Dillo a échappé à un piège mortel tendu par les proches de Idriss Youssouf lors d'une de ses visites à son terrain de Farcha Karkandjeri.

Face à la gravité des faits résultants de cette tentative d'expropriation foncière, le CEAYD ne déduit que ce litige foncier savamment orchestré au sommet de l'État, fait sans doute parti du plan d'élimination au même titre que le saccage des bureaux à la Cour suprême. Soulignons également de passage que la junte a justifiée l'arrestation de ABAKAR TORABI comme étant l'auteur de ce saccage du bureau de SAMIR ADAM, événement prémices et fondamental à l'assassinat de Yaya Dillo, conformément au plan établi par le « Quatuor ».

DEROULEMENT DES EVENEMENTS DU 28 FEVRIER 2024

Le défunt Yaya Dillo a passé toute la journée du 27 février au siège de son parti. Son agenda fut marqué par des rencontres avec plusieurs organisations politiques et leaders de la société civile jusqu'à tard dans la soirée du 27 février 2024. Entre temps, le comité d'organisation du congrès extraordinaire du PSF, initialement prévu le 20 et 21 février 2024 travaillait d'arrache pieds pour son organisation dans la première semaine du mois de mars après un report brusque. Il a fallu que le défunt travaille tard dans la nuit (au-delà de 20h) pour qu'il transmette au comité, ses dernières orientations et remarques dans l'organisation de ce congrès au vue du temps et du retard accumulé.

Ainsi, vers 21h, le Président a reçu un appel et a été informé que le Secrétaire aux finances adjoint du PSF, Abakar Torabi a été grièvement blessé ou assassiné par des hommes en tenues militaires aux bords de deux pick-up blindés, au quartier Sabangali et son corps emporté vers une destination inconnue. Au même moment, les voies menant vers le domicile du Président dans le 5^{ème} arrondissement ont été bouclée par des hommes armés.

Sur le champ, les proches parents d'Abakar Torabi alertés par cette situation inquiétante se sont rendus dans plusieurs commissariats de police et hôpitaux de la capitale sans avoir des nouvelles de leur proche. Il a fallu attendre vers minuit avant qu'ils soient informés qu'Abakar se trouve en vie à l'hôpital de la renaissance mais grièvement blessé de plusieurs balles. Précipitamment, ses proches se sont rendus à cet l'hôpital pour s'enquérir de son état. Alertés par des mouvements suspects aux alentours de cet hôpital, les éléments de l'Agence nationale de la sécurité d'État (ANSE) responsable de ce rapt ont évacué manu militari le blessé vers le siège de l'ANSE. Dans la confusion, ces éléments laissent derrière eux un de leur véhicule accidenté (Toyota Hilux) contenant des dossiers internes, deux portables et une carte professionnelle, permettant ainsi d'identifier clairement les responsables de cette mission. Après avoir exfiltré le blessé, les hommes de l'ANS sont pris en tenaille et poursuivis par les proches du blessé jusqu'au siège de l'ANSE.

Il convient de souligner qu'ils sont tous des civils non armés en majorité des jeunes qui veulent récupérer le corps de leur proche, en vie ou décédé. Aucuns d'eux n'est armés et aucuns militaires n'a été blessé ni au siège l'ANSE, ni au siège du PSF.

Une fois devant le siège de l'ANSE, le corps fût transféré à l'intérieure et remis à un bataillon de la Force d'intervention rapide (FIR) qui a déjà pris position du bâtiment et ses alentours. Il est minuit passé et face à la détermination des jeunes sur place qui ne veulent absolument pas

bouger sans une nouvelle de le leur proche, le Directeur de l'ANSE Ismail Souleymane Lony ordonna à ses éléments de n'est pas recourir à la force et garder leur position en attendant ses instructions pour une éventuelle conduite à tenir.

Pour calmer les jeunes pendant cette phase, il leur demande de patienter et de désigner deux parmi eux pour récupérer le corps et il laisse entendre que le blessé se porte bien malgré une fracture au pied. Il s'est avéré par la suite que cette technique n'est juste qu'un prétexte pour l'ANSE afin de vérifier la présence ou non de Yaya Dillo parmi les jeunes.

Dès qu'ils (Quatuor) se sont rendu compte que Yaya Dillo n'était pas présent sur le lieu, les éléments armés ont reçu l'ordre de procéder à des tirs sans précision sur les jeunes et d'arrêter ceux d'entre eux qui sortiront indemnes. Ce qui fut exécuté à la lettre par les éléments armés avec un bilan lourd : Deux morts, 15 blessés dont 6 cas graves et plus quinzaine d'arrestations. Sans attendre, les blessés sont évacués à l'hôpital vers 3 heures du matin par ces mêmes éléments armés au bord de trois ambulances, et les personnes détenues internés au siège de l'ANSE.

Pendant ces temps, une autre équipe armée encercle le siège du PSF. Yaya Dillo fut séquestré au siège de son parti, sans internet, ne pouvant logiquement pas rendre visite aux blessés acheminés à l'hôpital, il prend la peine de transmettre deux enregistrements sonores à son responsable de communication pour diffusion afin d'alerter l'opinion sur les incidents qui ont eu lieu la nuit.

Au petit matin du 28 février 2024, la junte renforce le dispositif armé autour du siège du PSF. Les hommes armés ordonnent alors aux partisans ou militants du PSF autres que ceux proches de Yaya Dillo d'évacuer immédiatement les lieux. Vers midi, la junte déploie des bulldozers et des blindés équipés des canons à gaz lacrymogènes en plus des armes lourdes déjà en faction devant la porte du siège du PSF en attendant l'ouverture du feu. Il ne restait à l'intérieur du bâtiment Yaya Dillo et neufs de ses proches parents, vu que les autres militants ont été autorisés à quitter les lieux.

À 13h passé, les premiers coups d'armes lourdes retentissent dans la ville. Les éléments du FIR vont pilonner le siège du PSF pendant deux heures du temps avant t'interrompre les tirs, le temps que les bulldozers percent les entrailles du bâtiment au vue de sa solidité (construit en béton). Un à un, à part trois blessés évacuer vers les structures sanitaires, neufs proches de Yaya Dillo furent extraits du bâtiment, arrêtés, torturés et transférés vers le siège de l'ANSE.

Conjointement, deux éléments armés parmi les hommes du FIR arpentent les escaliers et brisent la porte du bureau de Yaya Dillo à l'aide d'un explosif et injectent un gaz asphyxiant dans la pièce. Quelques minutes après, ils pénètrent au bureau de Yaya Dillo où ils trouvent trois personnes inconscientes du fait des effets du gaz, évacuent les deux proches de Yaya hors du bureau et l'un d'eux tire une balle sur la tempe de Yaya, avant d'être rejoint par un troisième élément pour faire descendre le blessé par l'escalier (son bureau est situé au premier étage de l'immeuble), couvert par son turban et déposé au milieu de la cour.

L'un de ces trois éléments a été identifié par la CEAYD à formellement reconnu sa participation dans les événements, en déclarant n'est pas être responsable de ce tir mortel mais admet avoir aidé les deux autres éléments à descendre le corps de l'étage. Il affirme avoir remis le corps (après son décès) à son chef hiérarchique (Commandant de la FIR) qui suit les événements depuis le siège de l'ANSE à l'aide des drones de la DGRM (Renseignements militaires) et de la **Force française BARKHANE**.

Il a apporté des éléments d'enquête tangibles ayant permis d'élucider sur la responsabilité des uns et des autres, ainsi que l'appui décisif de l'armée française. Le CEAYD a répondu favorablement à sa demande de garantie de sécurité et de son anonymat en échange de sa collaboration à l'enquête.

Aussi, tous les témoignages recueillis affirment que Yaya Dillo est en vie pendant ce temps, et demeura en vie pendant une vingtaine de minutes où il fût déposé au milieu de la cour de l'immeuble sans aucune assistance médicale.

Après son décès, il sera finalement transféré au siège de l'ANSE par les éléments de la FIR et remis en main propre à leur Chef de corps OUSMAN ADAM DICKI (aussi aide de camp titulaire de Kaka), en présence du chef de la junte MAHAMAT IDRIS DEBY, son directeur de cabinet IDRIS YOUSSEF BOY, le DG de l'ANSE ISMAIL SOULEYMANE LONY et son adjoint GOUDJA GUEILLE HEMCHI.

LES PRESUMES AUTEURS DU CRIME

S'agissant des auteurs de ce crime d'État, le niveau de d'implication varie selon les responsabilités publiques des auteurs militaires et civiles.

LES PRINCIPAUX COMMANDITAIRES

Les principaux commanditaires du meurtre de Yaya Dillo tels qu'ils sont connus avant sa mort et nommément cités par le défunt lui-même, sont au nombre de quatre (4) hauts personnalités désignés sous l'appellation du « Quatuor ». Ce quatuor est le principal commanditaire de l'assassinat de Yaya Dillo :

- Mahamat Idriss Deby (Président de Transition) ;
- Idriss Youssouf Boy (Directeur de cabinet civil à la présidence) ;
- Ousman Adam DICKI (aide de camp du président et Commandant du FIR) ;
- Ismail Souleymane Lony (DG de l'ANSE).

LES AUTEURS MILITAIRES

Parmi les chefs des grandes formations militaires impliqués pleinement dans cette opération, il y a le directeur de la police nationale AHMAT GOROU, le Chef d'état-major général adjoint AHMAT AKABACHE, et le Directeur général de la DGSSIE TAHIR ERDA et son adjoint IBRAHIM SOULEYMANE dit ALLAWAWID, et le Commandant de la Garde nomade ABAKAR CHOUA, le Commandant de la DGSAT/PSI SABOUR HASSAN IREGUE.

LES AUTEURS NON MILITAIRES

Parmi les auteurs civils, il y a au premier degré le Président de la Cour suprême SAMIR ADAM ANNOUR, le ministre de l'administration du territoire LIMANE MAHAMAT et le Président du Conseil constitutionnel JEAN BERNARD PADARE. Ces trois personnalités ont mis en place l'architecture institutionnelle de cet assassinat en utilisant la justice comme instrument d'élimination des opposants irréductibles. Ils ont fomenté la destruction du bureau du président de la Cour suprême dans l'objectif de porter en dernier ressort, un chef d'accusation à Yaya Dillo où à son plus proche collaborateur ABAKAR TORABI. Ce qui fut exécuté à la lettre dans la nuit du 27 février 2024.

APRES SON DECES

Avant de rendre publique le décès de Yaya Dillo, l'ANSE et le quatuor convoquent une réunion d'urgence de sécurité au Palais présidentiel pour éviter toute représailles immédiate à l'annonce de son décès. Une fois rendu publique, la junte instaure un couvre-feu et étend la coupure d'internet mobile et fixe sur toute l'étendue du territoire pendant quatre jours. Le lendemain, Yaya Dillo fut enterré à la hâte au cimetière de Lamadji et n'aura pas droit à des funérailles. La junte s'inquiète de voir sa place mortifère se transformer en un lieu de résistance et d'émergence des opinions séditeuses, surtout alimentées par des jeunes incontrôlables.

Les militants du PSF arrêtés au siège du parti et les proches parents d'Abakar Torabi eux, arrêtés au siège de l'ANSE furent déportés en hélicoptère de l'armée de l'air, dès le lendemain à la prison de haute sécurité de Korotoro, en compagnie d'un bataillon spécial de la FIR, chargé de leur détention. Une fois dans leur lieu de détention, ils seront privés de soin, d'hygiène et d'alimentation saine pendant plusieurs jours.

Face aux condamnations de l'opinion nationale et internationale, la junte à travers son chef de gouvernement, le premier ministre SUCCÈS MASRA promet de s'aligner avec les organisations de défense des droits humains pour mener une enquête de type internationale sur les événements du 27 au 28 février 2024. Depuis, le silence résonne de deux côtés, ni le gouvernement ni l'ONG HUMAN RIGHTS WATCH n'ont communiqué sur la suite à donner à cette promesse d'enquête. Cela a motivé la famille biologique et politique du feu Yaya Dillo à mettre sur pied la CAEYD, en espérant qu'un jour, une juridiction indépendante puisse situer les responsabilités et traduire les coupables devant la rigueur de la loi.

PERSONNES DÉPORTÉES A KOROTORO

Après l'appel lancé par les organisations de défense des droits de l'homme, le régime tchadien par l'entremise de son premier ministre Succès Masra a promis une « enquête se type internationale » sur la mort de Yaya Dillo. Malgré que rien à n'a été faite pour mettre en place cette commission d'enquête, le plus intrigant, c'est le cas de ses 26 prisonniers déportés à la hâte à Korotoro.

QUI SONT CES 25 PRISONNIERS ?

Si le point d'orgue de leur ressemblance, c'est d'être considéré comme tous des militants du PSF et proches de Yaya Dillo, en réalité il en demeure parmi eux, ceux qui n'ont rien de commun avec la politique. Parmi ces 26 prisonniers âgés de 16 à 48 ans, ils figurent :

- Trois (3) mineurs (lycéens) ;
- Deux (2) personnes asthmatiques ;
- Deux (2) blessés légèrement lors des événements, qui par la suite, ont vu leurs blessures s'infectées par manque de soin adéquat ;
- Deux (2) personnes diabétiques ;
- Et une personne vivant avec des antécédents sanitaires nécessitant une visite médicale trimestrielle.

Le cas le plus inquiétant parmi ces prisonniers, c'est l'état du secrétaire aux finances du PSF ABAKAR TORABI qui a été blessé grièvement dans la nuit du 27 février 2024 par des éléments armés des Forces d'intervention rapides (FIR), nouvelle unité créée pour assurer la garde prétorienne du régime de Mahamat kaka, et dont on a eu plus de ses nouvelles.

LA LISTE COMPLETE DES DETENUS

1. Mahamat Seby Djerou Betchi, 37 ans, marié
2. Mahamat Abdoulaye Djerou Betchi, 35 ans, marié
3. Abdraman Abdoulaye Djerou Betchi, 24 ans, célibataire
4. Adam Amadi Djerou Betchi, 24 ans, célibataire
5. Saleh Amadi Djerou Betchi, 26 ans, célibataire
6. Bechir Ousman dillo Djerou, 27 ans, célibataire
7. Hassan Ali Saleh Haran, 17 ans, célibataire
8. Ousman Djerni Saleh Haran 16 ans, célibataire
9. Oumar Ibrahim Teoura Haran 19 ans, célibataire
10. Bokhit Abdoulaye Mongoy, 36 ans, marié
11. Ibrahim Mahamat Chérif Tindy, 37 ans, marié
12. Idriss Mahamat Chérif Tindy, 31 ans, marié
13. Abdallah Bouba, 32 ans, marié
14. Saleh Deby Itno, 48 ans, marié
15. Mahamat Issa, 22 ans, célibataire
16. Oumar Adam Charfadin Chougar, 25 ans, célibataire
17. Mahamat Barkay Abdoulaye Nigue, 24 ans, célibataire
18. Baradine Abakar Deribordo, 34 ans, marié
19. Zakaria Haran Abounounou, 23 ans, célibataire
20. Mahamat-Saleh Abdoulaye Ali Koura, 27 ans, marié
21. Bokhit Hissen Dabou, 29 ans, marié
22. Tahir Hamit Ireguè, 35 ans, marié
23. Ahmat Moussa Abakar Oroh, 28 ans, marié
24. Abdoulaye Hamit Bahar, 16 ans, célibataire
25. Abakar Al-Torabi, 39 ans, marié.

CONDITION DE DETENTION DES DETENUS

Le régime tchadien exerce une pression constante sur les membres de famille de ces prisonniers et sur l'ensemble des militants du PSF depuis les événements l'assassinat de l'opposant Yaya Dillo Djerou.

Des prisonniers privés des soins élémentaires et de tout contact avec leurs familles.

La prison de Korotoro refuse dans la plupart des cas la permission de recevoir la visite d'un médecin ou des membres des familles des détenus. Les prisonniers politiques du PSF n'ont aucun suivi médical dans leur geôle. L'assistance médicale est généralement réduite au strict minimum et il est rendu encore plus compliqué par les multiples mesures de sécurité qui sont imposées plus particulièrement aux prisonniers du PSF.

Même en étant à Korotoro, le régime a séparé les prisonniers politiques du PSF des autres détenues et ils sont surveillés par un bataillon de la garde présidentielle dépêché spécialement pour assurer la sécurité de leur pavillon, pendant que les autres détenus bénéficient des conditions de détention plus favorable.

Depuis la déportation de ces prisonniers, nous n'avons jamais pu les joindre directement. Les rares nouvelles qui nous parviennent sont celles émanant des éléments des forces de sécurité de retour de mission.

Des cas critiques signalés parmi les détenus

Nous avons reçu des informations fiables que six (6) prisonniers sont tombés malades, et leur situation est particulièrement inquiétante car ils souffrent de maladies graves. Leur incarcération a affecté négativement leur état de santé déjà durement mis à l'épreuve lors de leur arrestation, suivi de leur incarcération dans les locaux de l'Agence nationale de la sécurité (ANS), tristement célèbre pour ses conditions carcérales ne respectant aucune norme internationale.

Une semaine après leur arrivée à Korotoro, un responsable en charge de leur sécurité nous demandait de lui fournir des médicaments, puisque six (6) prisonniers sont souffrants et ils n'existent pas une structure sanitaire adaptée. Nous avons pu fournir quelques-uns des médicaments demandés et quelques habits aussi aux éléments de sécurité qui devraient rejoindre la prison, le lendemain, pour complément d'effectifs selon eux.

Nous ne sommes pas sûrs, si les prisonniers ont pu recevoir ces médicaments, en plus à quoi servent même pour un patient, des médicaments non prescrit par un médecin, à part un hypothétique soulagement temporaire ?

Le cas Abakar TORABI

Si nous sommes sûr que les 25 détenus du PSF ont été déporté à la prison de Korotoro, cependant, nous n'avons aucune information où indication sur l'un parmi eux. Il s'agit d'ABAKAR TORABI, le responsable des finances du parti PSF, proche et bras droit du défunt Yaya Dillo, grièvement blessés lors de son arrestation la nuit du 27 février 2024.

TORABI a été présenté dans une séquence vidéo au journal de 20H à la télévision nationale (télé Tchad), au lendemain des événements, en étant couché sur un lit médical avec la jambe entièrement plâtrée, dans un lieu non déterminé. Il apparaît avec des fractures multiples, fatigué et visiblement souffrant. Aucun membres de sa famille, ni aucune personne de sa connaissance n'a eu de ses nouvelles depuis cette séquence vidéo. Nous ne sommes pas en mesure de savoir si son état sanitaire s'est empiré ou même s'il est réellement en vie.

Atteinte à la dignité humaine en plus de la violation des droits des détenus politiques du PSF

Cette situation vécu par les détenus du PSF est, dans son ensemble, contraire au droit à la santé et à la dignité humaine, et la conséquence d'une volonté politique du régime d'infliger aux prisonniers politiques du PSF, des souffrances allant bien au-delà de leur arrestation arbitraire, de leur détention illégale et leur déportation à Korotoro en dehors de tout cadre juridique. Ceci dans le but de rendre les contacts avec leurs proches très difficile, voire impossible, et détruire psychologiquement les détenues, se trouvant déjà dans un environnement hostile et les rendre une fois de plus, particulièrement vulnérable.

Loin d'être un argumentaire juridique, il est indéniable pour un État de traiter les personnes détenues de manière conforme à la dignité humaine et de leur garantir un état de santé physique et mentale quelqu'un soit les faits qui leur sont reprochés.

Persécution des familles des détenues par le régime.

Depuis les événements sombres du 27 au 28 février 2024, les familles des détenus politiques du PSF vivent dans la peur. Nous faisons l'objet d'une surveillance constante par des éléments

des renseignements. Tous nos gestes et déplacements sont scrutés à la loupe, nos portables surveillés sur la ligne téléphonique directe.

Nous ne pouvons pas pour le moment bénéficier des services d'un avocat, puisque trois des quatre cabinets d'avocats que nous avons contacté ont simplement décliné notre demande, prétextant qu'ils ont reçu des appels d'intimidation par des personnes inconnues après notre départ. Le quatrième cabinet que nous avons contacté a accepté de nous accompagner avant de faire volte-face, sans justification cette fois-ci. Cela décrit un peu le climat que nous vivons au quotidien, marqué par des menaces, des harcèlements tous azimuts, des filatures lors de nos déplacements en ville, des ennuis pour ceux d'entre nous qui ont des activités libérales et des sanctions ou des suspensions de salaire non justifiées pour les fonctionnaires de l'État, etc.

RECOMMANDATIONS

Nonobstant ce climat délétère, nous n'avons nullement l'intention d'arrêter de demander que justice soit rendue au défunt président Yaya Dillo Djerou et à ses proches mort à ses côtés pour leur opinion, sous les balles assassines des forces d'élites de l'armée. Nous continuerons aussi de demander que la justice soit rendue aux dizaines de nos proches arrêtés arbitrairement et déportés à Korotoro sans base légale. Compte tenu de la sacralité de la vie humaine :

- Nous réitérons notre appel envers les défenseurs des droits humains, aux activistes, et aux organisations de droit de l'homme partout sur la planète à nous aider, à nous accompagner dans cette quête de justice et de vérité pour la mémoire du président Yaya Dillo Djerou, pour ses proches tombés et pour les 26 détenus politiques du PSF ;
- Nous lançons un vibrant appel aux organisations nationales et internationales de défense de droit de l'homme à effectuer une visite aux prisonniers politiques détenus arbitrairement à Korotoro et à leur apporter l'assistance nécessaire pour qu'ils puissent bénéficier des soins de santé ;
- Nous exigeons au gouvernement du Tchad de prendre toute les mesures nécessaires pour concrétiser la Commission d'enquête indépendante et internationale pour faire toute la lumière sur les violations des droits humains commises lors des événements du 27 au 28 février 2024.

CONCLUSION

Le Président du Parti Socialiste sans Frontière (PSF), Yaya Dillo Djerou a été assassiné le 28 février 2024 au siège de son parti, situé au quartier klemat, dans le 2^{ème} arrondissement de la capitale tchadienne. Son assassinat est l'aboutissement d'un long plan minutieux élaboré par le « Quatuor » et exécuté par la FIR avec l'appui de l'ANSE et de quelques grandes formations militaires.

Le CEAYD mis en place par la famille biologique et politique du défunt à travailler d'arrache pieds dans un environnement très hostile marqué par des menaces et des intimidations de la junte pour étoffer la manifestation de la justice et de la vérité dans les événements du 27 au 28 février 2024. Malgré de cet état de fait prévisible depuis ces événements, le CEAYD a parvenu à mener ses investigations et produire ce rapport qui retrace avec exactitude l'avant et l'après ces événements.

ANNEXES

Illustration 1 : Un militant du PSF arrêté lord du rail contre le siège du Parti PSF le 28-02-2024



Illustration 2 : Démolition du siège du PSF



Illustration 3 : Encerclement du siège du PSF avant l'assaut



Illustration 4 : Encerclement du siège du PSF avant l'assaut



Galaxy S23 Ultra

Illustration 5 : Des femmes ramassant du gravas sur le site du siège du PSF après sa démolition



Illustration 6 : Des femmes ramassant du gravas sur le site du siège du PSF après sa démolition



Illustration 7 : Le siège du PSF criblé des balles par des mitrailleuses de la FIR



Illustration 8 : Le siège du PSF en démolition par des bulldozers



Illustration 9 : Des médias nationaux annonçant la démolition du siège du PSF



Illustration 10 : Des hommes armés présents aux environs du siège du PSF



Illustration 11 : Des hommes armés de la DGSSIE présents aux environs du siège du PSF



Illustration 12 : Le siège du PSF juste avant l'assaut



REPUBLIQUE DU TCHAD Ministère de la Communication	UNITÉ - TRAVAIL - PROGRÈS  وحدة - عمل - تقدم	جمهورية تشاد وزارة الإعلام
---	--	--------------------------------------

بيان صحفي رقم 004 ج ت / و ا 2024
COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°004/RT/MC/2024

Le gouvernement tchadien tient à informer l'opinion nationale et internationale qu'une tentative d'assassinat contre le président de la cour suprême a été fomentée par le secrétaire chargé des finances du Parti Socialiste sans Frontières (PSF), ce qui a conduit à son arrestation. Cependant, la situation a pris une tournure dramatique avec une attaque délibérée des complices de cet individu, menée par les éléments du PSF et à leur tête le président de ce mouvement, Yaya Dillo, contre les locaux de l'Agence Nationale de Sécurité de l'Etat (ANSE), occasionnant plusieurs morts. Les forces de l'ordre ont immédiatement réagi avec efficacité pour déjouer cette attaque, caractérisée par un amateurisme déconcertant.

La situation est désormais totalement sous contrôle grâce à l'intervention rapide et efficace des forces de défense et de sécurité. Les auteurs de cet acte ont été arrêtés ou sont recherchés et seront poursuivis conformément à la loi. Le gouvernement tient à rassurer la population tchadienne et l'invite à vaquer normalement à ses occupations.

Il est important de souligner que toute personne cherchant à perturber le processus démocratique en cours dans le pays sera poursuivie et traduite en justice selon les lois en vigueur. Le Tchad reste résolu dans son engagement envers la démocratie et la stabilité nationale.

Un bilan de l'attaque sera communiqué ultérieurement.

وسيتم نشر تقرير عن الهجوم لاحقا

حرر باتجمينا يوم 28 فبراير 2024
Fait à N'Djaména, le 28- février 2024

Le Ministre de la Communication,
Porte-parole du Gouvernement.
وزير الاعلام الناطق باسم الحكومة

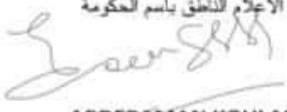

ABDERAMAN KOULAMALLAH
عبد الرحمن غلام الله

Illustration 14 : Impact de la balle ayant emporté la vie de YAYA DILLO

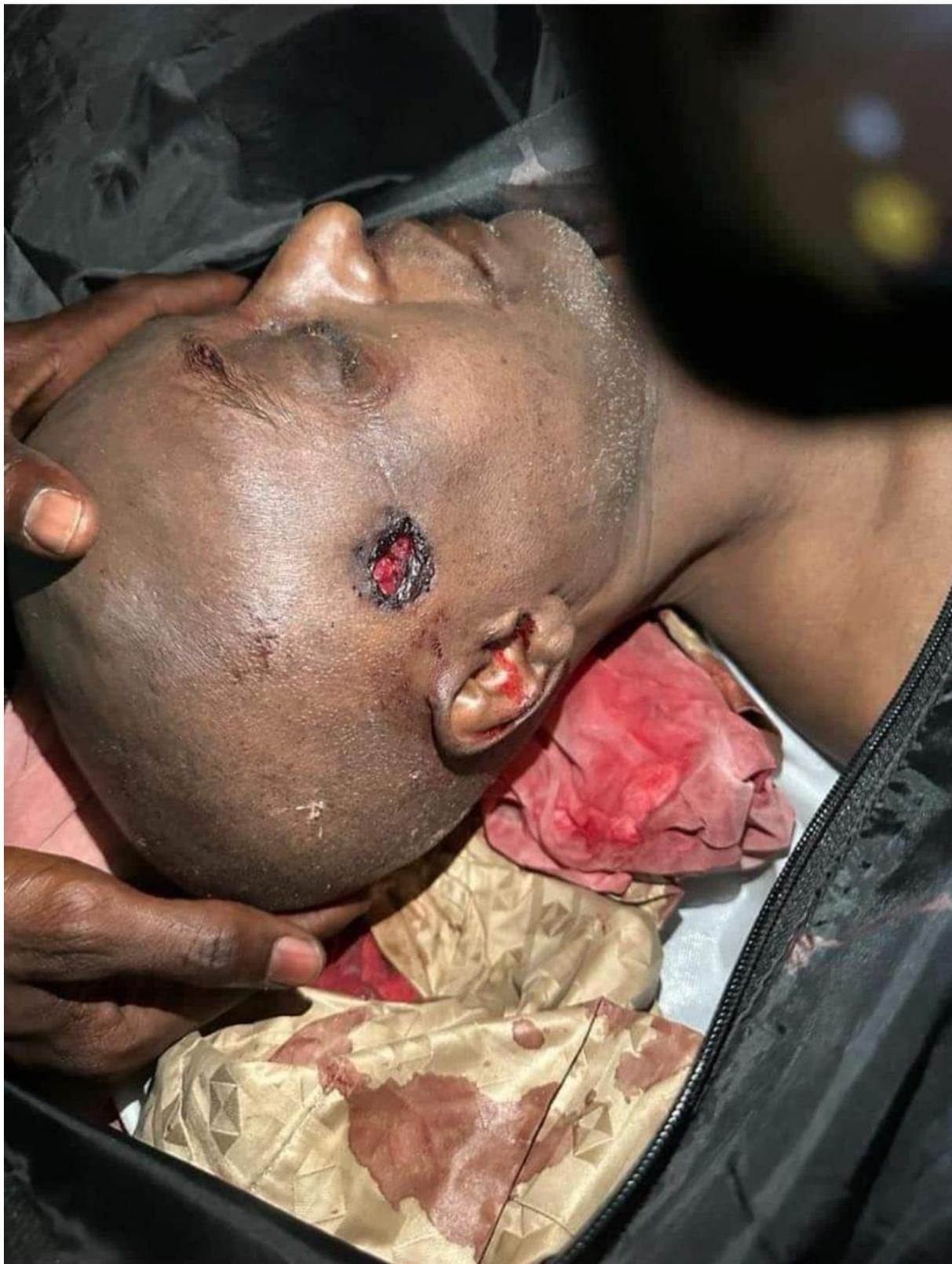


Illustration 15 : Des civils non armés devant le siège de l'ANSE



Illustration 16 : Des civils non armés (des proches d'ABAKAR TORABI) devant le siège de l'ANSE



Illustration 17: Des hommes armés demandant aux proches d'ABAKAR TORABI de patienter pour récupérer leur proche au siège de l'ANSE

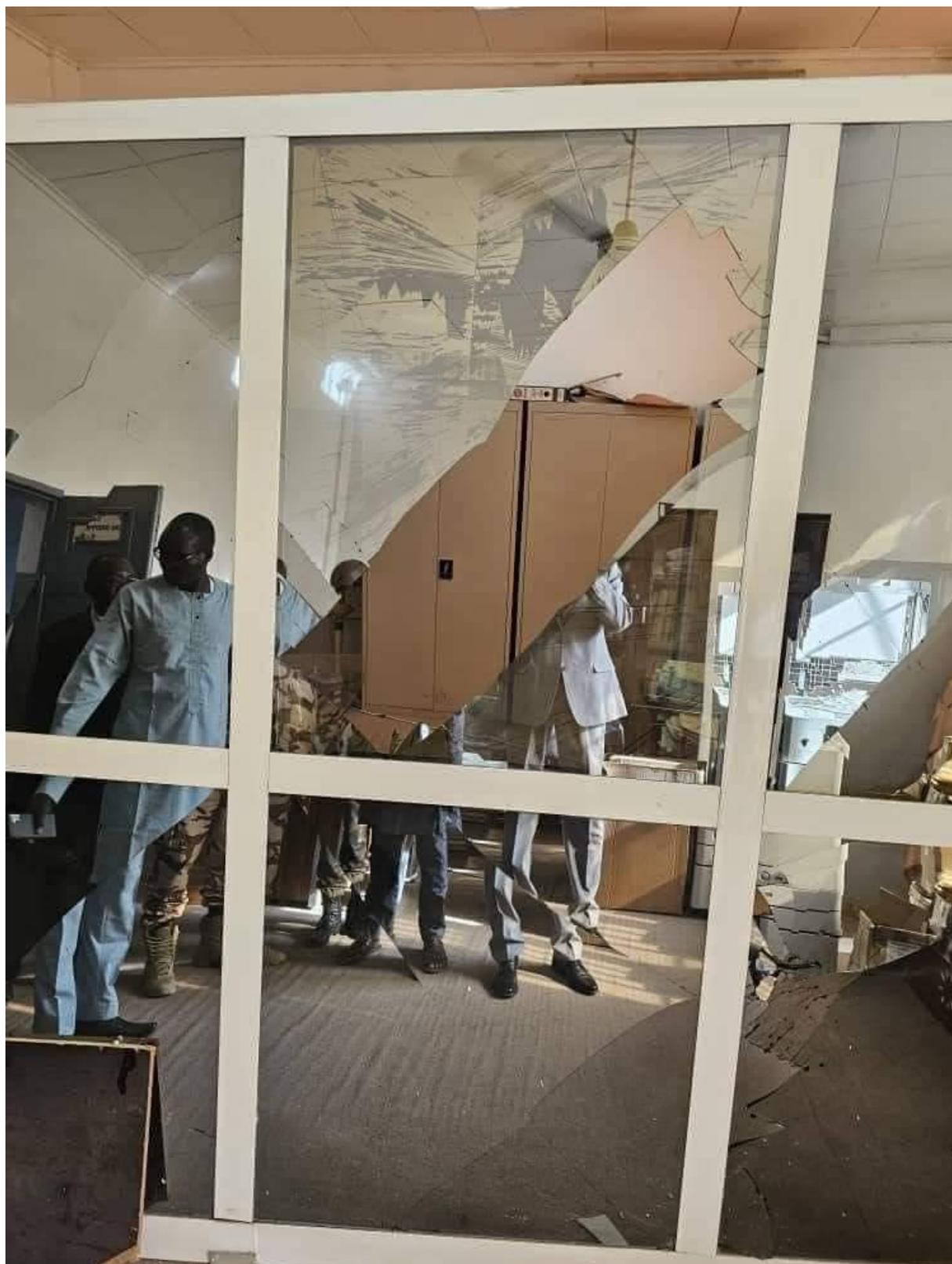


Illustration 18 : Un proche d'ABAKAR TORABI grièvement blessé lors du raid au siège de l'ANSE dans la nuit du 28 février 2024





Illustration 19 : Saccage du bureau de SAMIR ADAM par lui-même et ses complices





Publications

À propos

Plus ▼



Yaya Dillo Djerou Betchi



28 févr. · 🌐

**Un autre 28 février et les
mêmes criminels en
action ! Incroyable !**

  1 721

306 commentaires 121 partages



Yaya Dillo Djerou Betchi



28 févr. · 🌐

Un autre 28 février et les mêmes criminels en action ! Incroyable !

👍🥲 1 721

306 commentaires 121 partages



J'aime



Commenter



Envoyer



Partager



Yaya Dillo Djerou Betchi



27 févr. · 🌐

Les services des renseignements de la junte vient d'abattre Abakar Torabi, le Secrétaire National Adjoint Chargé des Finances du PSF. La mission assignée aux deux criminels du 20 octobre et nouvellement promus.

Illustration 22 : Tentative d'assassinat de YAYA DILLO par des proches d'IDRISS YOUSOUF BOY le 23 juin 2023 à Farcha





Alwihda Info ✓

1 juin 2023 · 🌐



● **#Tchad** : imposant déploiement des forces de l'ordre aux abords d'un domicile de Yaya Dillo à N'Djamena. Selon l'équipe du leader du PSF, ce déploiement est lié à "un différend avec Idriss Youssouf Boy autour d'un bien foncier à Farcha."



👍 😂 🤔 727

170 commentaires 43 partages



Solidaire



Commenter



Envoyer



Partager

Illustration 24 : Terrain titré de YAYA DILLO

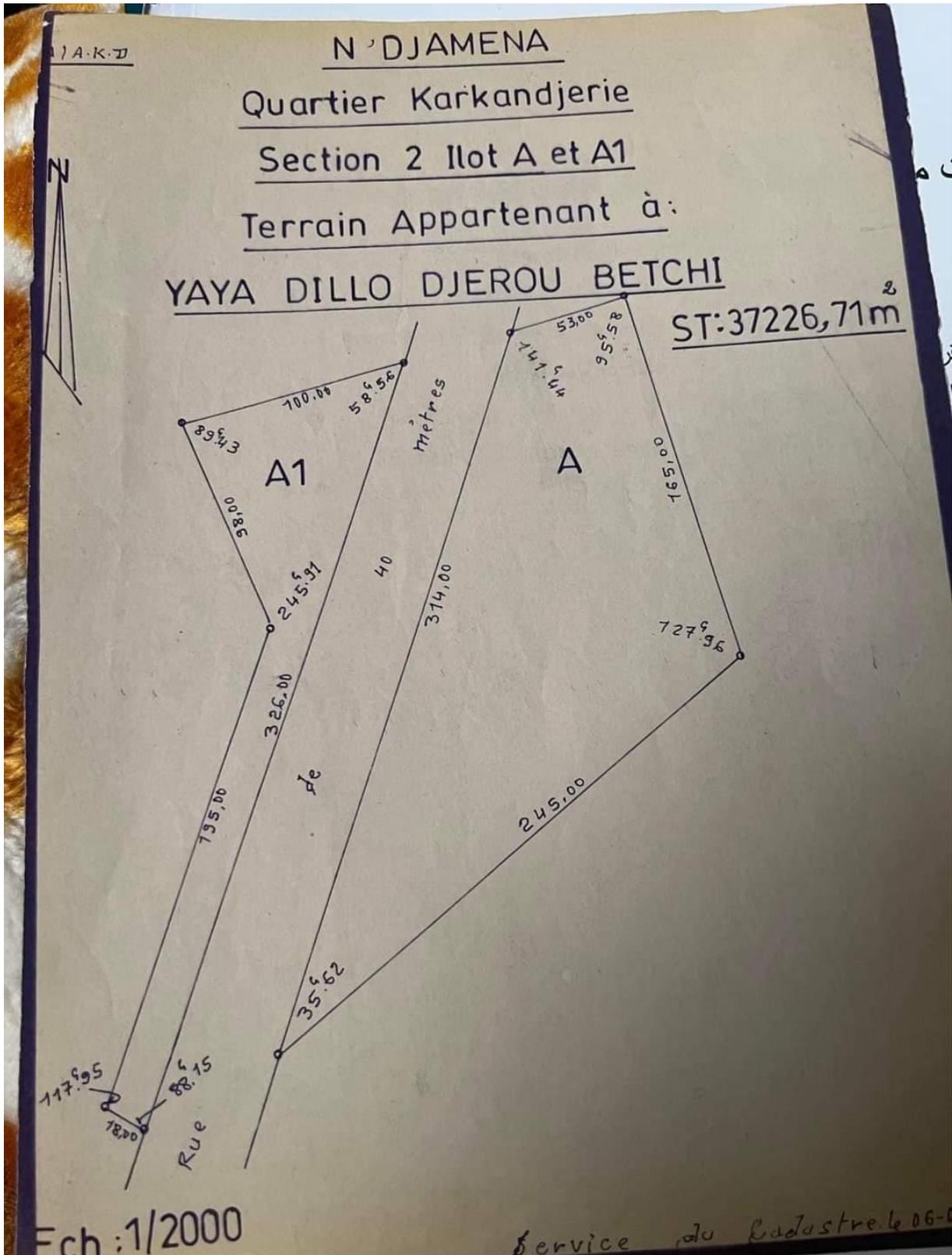


Illustration 25 : Titre de propriété de Yaya Dillo pour son terrain revendiqué par IDRISSE YOUSOUF BOY

Décret du 1er Août 1967 n° 186/PR Unité - Travail - Progrès



REPUBLIQUE DU TCHAD

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Copie
de Titre de Propriété⁽¹⁾

Nom de la propriété: " K A N O U A "

Numéro du titre: 3 8 4 3

(1) Chaque immatriculation donne lieu à l'établissement, par le Conservateur de la propriété foncière, d'un titre de propriété en langue française (décret 186/PR du 1er - 8 - 1967 art. 17).
Le propriétaire, à l'exclusion des tous autres, aura droit à une copie exacte et complète de titre de propriété (art. 21)
Tout droit réel immobilier n'existera, à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription à la Conservation de la propriété foncière (id. art. 22 et suivants).
La falsification, contrefaçon ou altération des titres de propriété, des copies délivrées par le Conservateur de la propriété foncière, etc. ; l'usage des documents falsifiés, contrefaits ou altérés, sont punis conformément aux dispositions des articles du Code Pénal.
Les parties doivent, en conséquence, s'abstenir expressément de faire, sur la présente copie, aucune annotation ou mention.



PARTI SOCIALISTE SANS FRONTIÈRES (PSF)

Unité - Changement - Justice

Réf : ~~04~~ / PSF / BEN / PN / SG / 2024

Communiqué de presse

Le Parti Socialiste sans Frontières (PSF) informe l'opinion public national et international que le 28 février 2024, la junte au pouvoir après avoir déployé un important dispositif militaire assiégeant le siège du Parti Socialiste sans Frontières (PSF) sis au quartier Klemat et a ensuite procédé à l'élimination physique de son Président National le camarade Yaya Dillo Djerou Betchi qui constituait l'obstacle majeur à la validation de la succession dynastique programmée.

Comme si cela ne suffisait pas, la junte a procédé à la démolition totale du siège du Parti et à l'arrestation arbitraire des militants dans le but d'empêcher la manifestation de la vérité. Nonobstant ces manœuvres, le Parti Socialiste sans Frontières (PSF) constate que les preuves sont tangibles et que les autorités de la Transition ne peuvent nullement se soustraire de leur responsabilité dans l'assassinat du Président Yaya Dillo Djerou Betchi.

Aussi, le PSF déplore la condamnation timide de la Communauté Internationale même s'il n'est pas surpris car depuis l'avènement de la junte, elle s'est toujours mise du mauvais côté de l'histoire. Plus grave encore, le PSF s'indigne de l'appui inconditionnel du facilitateur Félix Tshisekedi à la junte qui a déjà échoué à réconcilier les frères tchadiens suite aux événements tragiques du 20 octobre 2022.

BP 880 N'Djamena / Tchad Tel : 66211496 ; Siège National : quartier Chagoua non loin de l'Hôpital de l'Union,
site : www.psf-officiel.org, E-mail : contact@psf-officiel.org

De tout ce qui précède, le Parti Socialiste sans Frontières (PSF) exige la libération immédiate et sans conditions des militants du PSF arrêtés le 28 février et déportés à Koro Toro sans respect de la procédure judiciaire et de cesser immédiatement la traque et les intimidations à l'encontre des militants. Le PSF demande à la Communauté Internationale, notamment à l'ONU, de lancer le plus rapidement possible l'ouverture d'une enquête véritablement indépendante dont il entend jouer pleinement son rôle.

Le PSF constate par ailleurs avec fierté que les tchadiens se sont massivement indignés face à l'assassinat lâche du Président Yaya Dillo et les invite à pérenniser cette prise de consciences collectives afin de poursuivre l'œuvre entreprise par le camarade Martyr Yaya Dillo Djerou Betchi pour l'instauration de la justice, de la sécurité et de la vraie démocratie au Tchad.

Enfin, le PSF appelle ses militants et militantes à rester tous unis, engagés, dignes et en prière afin de parachever entant qu'héritiers et proches du Président Yaya Dillo Djerou Betchi les nobles idéaux pour lesquelles notre Héros s'est sacrifié et d'être prêt pour les actions à venir.

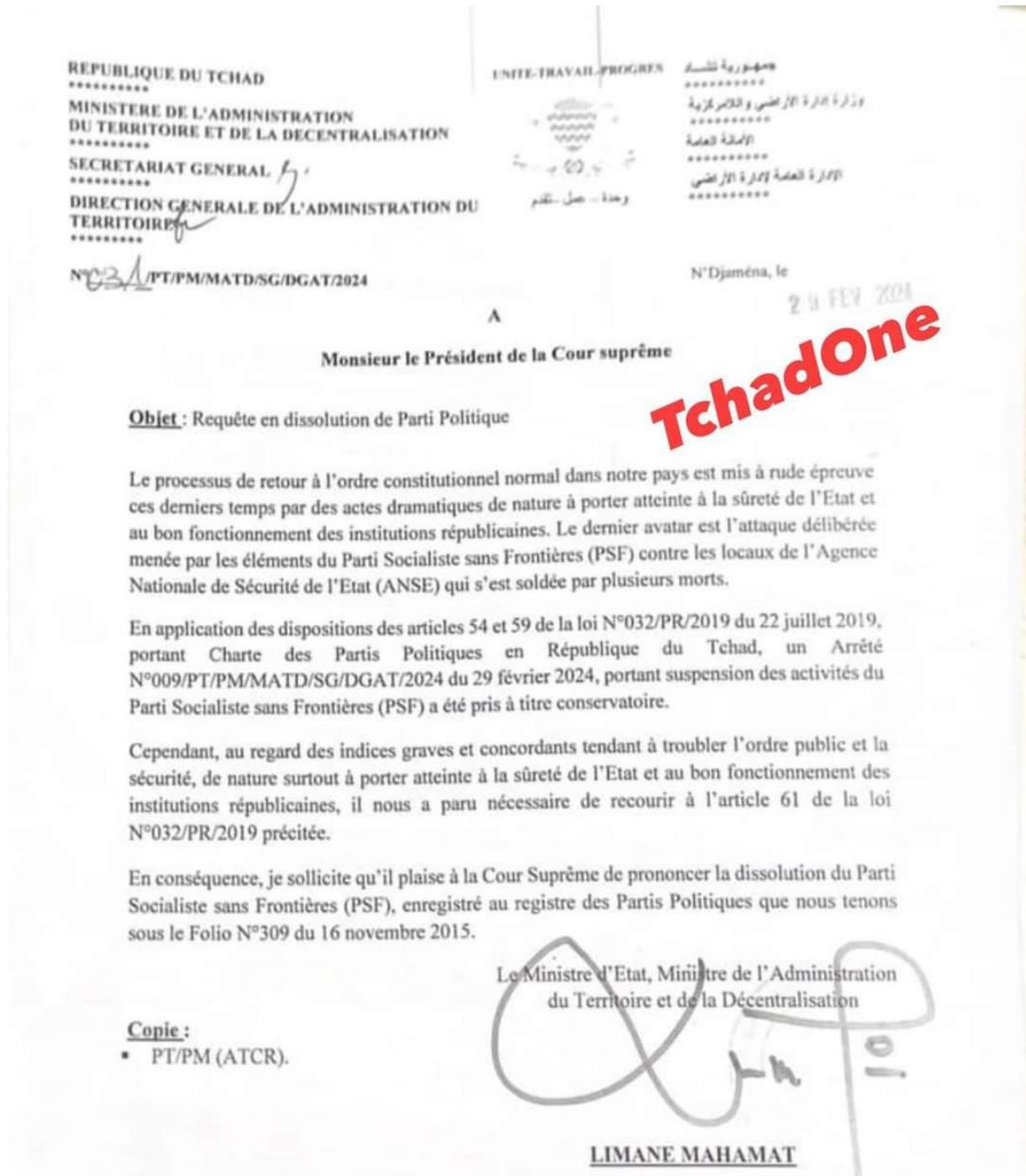
Fait à N'Djamena, le 09 Mars 2024

Le Secrétaire Général

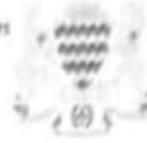


GAM ROBERT

Illustration 27 : Limane MAHAMAT demande la dissolution du Parti PSF APRES l'assassinat de son leader



REPUBLIQUE DU TCHAD
PRESIDENCE DE TRANSITION
PRIMATURE
MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU
TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE



وحدة . عمل . تقدم

جمهورية تشاد

رئاسة المرحلة الانتقالية

رئاسة الوزراء

وزارة إدارة الأراضي واللامركزية

التديرية العامة لإدارة الأراضي

ARRETE N°009/PT/PM/MATD/SG/DGAT/2024
Portant suspension des activités du Parti Socialiste
sans Frontières (PSF)

قرار رقم 2024/م/رو/وأل/م/ع/أ

بمضي بتعليق أنشطة الحزب الاشتراكي بلا حدود

LE MINISTRE D'ETAT,
MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU
TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

إن وزير الدولة، وزير إدارة الأراضي
واللامركزية

بناءً على الدستور.

Vu la Constitution ;
Vu la loi N°032/PR/2019 du 22 juillet 2019,
portant Charte des partis politiques en République
du Tchad ;

بناءً على القانون رقم 032/روح/2019 الصادر في 22 يوليو
2019 الذي ينص على ميثاق الأحزاب السياسية بجمهورية
تشاد

Vu le Décret N°0001/PT/2024 du 1^{er} janvier 2024,
portant nomination d'un Premier Ministre, Chef
du Gouvernement de Transition ;

بناءً على المرسوم رقم 001/م/2024 الصادر في الأول من
يناير 2024 بتعيين رئيس الوزراء، رئيس الحكومة الانتقالية؛

Vu le Décret N°0002/PT/PM/2024 du 02 janvier
2024, portant nomination des membres du
Gouvernement de transition et le texte modificatif
subséquent ;

بناءً على المرسوم رقم 002/م/رو/2024 الصادر في 02 يناير
2024 القاضي بتعيين أعضاء الحكومة الانتقالية والنص
المعدل له والملحق به؛

Vu le Décret N°0088/PT/PM/2024 du 14 février
2024, portant Structure générale du Gouvernement
et attributions de ses membres ;

بناءً على المرسوم رقم 0088/م/رو/2024 الصادر في 14
فبراير 2024 بشأن الهيكل العام للحكومة وتحديد صلاحيات
أعضائها.

Vu le Décret N°0508/PT/PM/MATDBG//2023 du
31 mars 2023, portant Organisation et
Fonctionnement du Ministère de l'Administration
du Territoire, de la Décentralisation et de la Bonne
Gouvernance ;

بناءً على المرسوم رقم 0508/م/رو/وأل/م/ح/ر/2023 الصادر
في 31 مارس 2023، القاضي بتنظيم وتسيير وزارة إدارة
الأراضي واللامركزية والحكم الرشيد.

Vu les nécessités ;

نظراً للضرورة.

ARRETE :

بقرار ما يلي:

Article 1^{er} : Les activités du Parti Socialiste sans
Frontières (PSF), enregistré au registre des partis
politiques sous le folio N°309 du 16 novembre
2015, sont suspendues sur l'ensemble du territoire
national.

المادة الأولى: تم تعليق أنشطة الحزب الاشتراكي بلا حدود المنفرد
بسجل الأحزاب السياسية، صحيفة رقم 309 بتاريخ 16
نوفمبر 2015، في كافة أنحاء التراب الوطني.

TchadOne

Motifs : Violation des articles 54 et 59 de la loi N°032/PR/2019 du 22 juillet 2019 susvisée, troubles à l'ordre public et à la sécurité de nature à porter atteinte à la sureté de l'Etat et au bon fonctionnement des Institutions républicaines.

Article 2 : Les Locaux dudit parti politique sont fermés à titre conservatoire, en attendant l'issue de la requête en dissolution adressée à la Cour Suprême sur le fondement de l'article 61 de la loi N°032/PR/2019 du 22 juillet 2019, portant Charte des Partis Politiques.

Article 3 : Le Directeur Général de la Police Nationale (DGPN), le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale (DGGN), le Commandant de la Garde Nationale et Nomade du Tchad (COM/GNNT) et les Gouverneurs des Provinces sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

أسباب التعليق: خرق المادتين 54 و 59 من القانون رقم 032/رج/2019 المؤرخ 22 يوليو 2019 المشار إليه أعلاه، وخلق اضطرابات في النظام العام والأمن من شأنها أن تمس بسلامة الدولة والسير السليم لمؤسسات الجمهورية.

المادة الثانية: يتم إغلاق مكاتب الحزب السياسي المشار إليه أعلاه بصورة تحفظية إلى حين إنهاء إجراء طلب حل الحزب الذي تم تقديمه إلى المحكمة العليا بناءً على المادة 61 من القانون رقم 032/رج/2019 المؤرخ 22 يوليو 2019 بشأن ميثاق الأحزاب السياسية.

المادة الثالثة: على كل من المدير العام للشرطة الوطنية والمدير العام للدرك الوطني وقائد الحرس الوطني للبدو والرجل وحكام الولايات، كل حسب اختصاصه، تنفيذ هذا القرار الذي يُسجل وينشر لجميع الجهات المعنية.

N'Djamena, le 29 février 2024

TchadOne

Ampliations صورة إلى

PT.....1.....رم
PM.....1.....رو
MJGSDH/MSPI.....2.....وع ع ا م ح ا و ا ع ه
Cour Suprême.....1.....م ع
Procureur de la République.....1.....مدعي الجمهورية
DGPN/DGGN/COM-GNNT.....3.....اع ش و لاع د و اق ح و ب ر
GVRG/DGGC-NDJ.....23.....ح ا م ع ح ب - لنجينا
Arch./MATD.....6.....ارشيف ا و ا ل ا م

LIMANE MAHAMAT ليمان محمد